

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session on Children -  
11 de Juin 2001

## LA BATAILLE COMMENCE

\* Les vraies négociations commencent aujourd'hui. Le moment est venu pour les délégués, munis d'une nouvelle version de l'avant-projet de conclusions ("**Un monde digne des enfants**"), de cesser de parler de généralités et d'exprimer clairement ce qu'ils veulent vraiment, ce qu'ils sont prêts à concéder et échanger, et ce qu'ils n'accepteront pas.

Le nouveau texte (troisième version révisée) a été rédigé suite aux négociations intergouvernementales de la semaine dernière. Il sera publié dans sa version intégrale ce matin. Au premier abord, il comporte un libellé amélioré concernant la santé génésique, la pauvreté, la mondialisation, le suivi, la participation, les conflits armés et les droits, mais il fait marche arrière sur le châtime corporel et autres questions relatives à la justice pour mineurs. En général, les pays qui soutenaient, en gros, la première version préliminaire (laquelle insistait sur une approche traditionnelle du bien-être des enfants) tenteront de récupérer ce qui, selon eux, a été abandonné lors des rédactions ultérieures. Pour obtenir leur soutien, des compromis devront être faits - ce qui signifie que le nouveau texte de ce matin risque d'être affaibli, et non renforcé. Une forte pression sera exercée contre l'introduction de nouvelles suggestions ou de changements importants.

Parmi les points de friction probables figurent \* l'argent ("**le partage du fardeau**" en jargon onusien), \* le suivi (qui met tous les gouvernements mal à l'aise), \* les droits - de nombreux pays sont encore réticents concernant ce concept dans son ensemble, \* la santé génésique (déjà le sujet de nombreux débats dans les couloirs), \* les politiques générales concernant les adolescents, et \* le châtime corporel et la peine de mort.

Il reste des différences importantes concernant la participation des enfants et il y aura des prises de bec concernant certains mots et expressions, comme par exemple les questions de savoir si l'éducation doit être "**gratuite et obligatoire**" et si l'élimination des pires formes du travail des enfants doit avoir lieu "**immédiatement**".

Du fait de son pouvoir dans le monde et au niveau de l'ONU, la position des États-Unis sera cruciale sur plusieurs questions. Ils n'aiment pas les références à la pauvreté et aux droits, par exemple, et soutiennent la peine de mort. Les liens nationaux du nouveau gouvernement avec les fondamentalistes chrétiens influenceront vraisemblablement son attitude concernant les références à la famille, à l'éducation sexuelle et à tout un éventail d'autres questions. Le sénateur canadien Pearson

a déclaré durant le week-end que le problème de cette semaine serait de "**déterminer comment adopter une approche axée sur les droits sans exclure**" Washington.

#### RESTONS FIDÈLES À LA CONVENTION, DEMANDE LE CAUCUS SUR LES DROITS DE L'ENFANT

Dans une déclaration de principes publiée ce matin, le Caucus sur les droits de l'enfant insiste sur le fait que la Convention relative aux droits de l'enfant doit constituer le cadre de l'avant-projet de conclusions. Si ce n'est pas le cas, selon le caucus, qui relie tous les autres caucus d'ONG durant le PrepCom, les buts de la Session extraordinaire ne seront pas atteints. Le caucus espère présenter une déclaration orale au PrepCom lundi.

#### UN CAS TRANSPARENT

\* Malgré les nombreuses personnes ayant des doutes à ce sujet, l'Ambassadrice Durrant a déclaré dimanche qu'elle souhaite que l'avant-projet de conclusions soit terminé d'ici vendredi. Ceci signifierait presque certainement une longue soirée de travail le dernier jour. Plus sérieusement, cela augmenterait le risque de ce que les délégués en viennent à travailler à huis-clos, loin des yeux et des oreilles des ONG - à moins que les gouvernements professionnellement engagés en faveur de l'ouverture et de la participation soient prêts à lutter pour assurer une politique de portes ouvertes.

#### MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

\* L'examen de fin de décennie du Secrétaire-général devrait avoir été publié bien plus tôt durant le processus de la Session extraordinaire. Son retard n'a pas donné aux participants assez de temps pour incorporer les enseignements et on risque donc de perdre du temps, très nécessaire, pour les négociations cette semaine tandis que les diplomates attendent leur tour pour exprimer les opinions de leurs pays respectifs sur le rapport.

#### LE PRIX DU SUCCÈS

\* Jusqu'ici, 40 chefs de gouvernement ont dit qu'ils assisteraient à la Session extraordinaire, et l'UNICEF pense que 40 de plus s'inscriront. Mais le prix du succès risque d'être élevé : la présence de leaders requérant un haut niveau de sécurité pourrait entraîner de sérieuses restrictions au niveau de l'accès des ONG.

#### CONFIDENCES SUR L'OREILLER

\* Kul Gautum, de l'UNICEF, a annoncé aux ONG dimanche qu'il est possible que l'une des attractions de la Session extraordinaire soit une réunion des "**époux et épouses des leaders**" ou "**premières dames et premiers messieurs**". On se réjouit de ce que le terme "**première dame**" ait enfin été rejeté - mais rien n'a encore été dit sur ce qui arrivera aux deuxième et troisième épouses de certains leaders.

#### ARTICLES PILOTES

\* Il a été demandé au sommet de juin du G8 des principaux pays industrialisés de soutenir une initiative en faveur de l'éducation des filles. Bonne idée, pourvu qu'elle ne suive pas l'exemple de nombreuses initiatives précédentes du G8, souvent imaginées pour donner un but au rassemblement annuel. Qui se souvient de l'initiative de l'an dernier "**Division digitale**" ?

#### UNE OCCASION À NE PAS MANQUER

\* **"La Session extraordinaire est une occasion, pas une réunion,"** a lancé Carol Bellamy, la directrice générale de l'UNICEF. On espère que ce n'est pas juste l'occasion de se faire prendre en photo.

#### MISE À JOUR DU SITE INTERNET

\* Les opinions des enfants africains n'ont pas été prises au sérieux jusqu'à présent, selon la déclaration des enfants émanant de la conférence de l'UNICEF et l'Organisation de l'unité africaine, qui a eu lieu au Caire en mai. La version intégrale de cette déclaration figure à présent sur le site internet de CRIN. Parmi les documents récemment ajoutés figure le rapport des récentes réunions intergouvernementales de Beijing et l'Accord de Kathmandu.

---

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session  
on Children - 12 de Juin 2001

## PAROLES DURES

\* Dès lundi matin, le premier signe est apparu d'un retard possible en ce qui concerne l'adoption de l'avant-projet de conclusions ; en effet, la directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, a dit aux délégués qu'elle espérait que le travail serait "**terminé en grande partie**" avant la fin de la semaine, "**avec, au pire, quelques questions à résoudre**". Ceci constituait un recul par rapport à ce qu'avait déclaré la veille l'Ambassadrice Durrant, à savoir qu'elle voulait que le document soit terminé d'ici vendredi.

Dans les quelques minutes suivant la reprise des négociations, Mme Durrant a dû prier les délégués de ne pas commenter chaque proposition, "**sinon nous aurons un document de 50 pages**". Trois heures et six paragraphes plus tard, elle avait été obligée de lancer plusieurs appels similaires au compromis pour que les débats puissent se poursuivre.

Son appel n'a pas été complètement ignoré. Les tentatives du groupe de Rio, composé de 18 membres, en vue d'ajouter les mots "**y compris les adolescents**" après "**enfants**", s'est heurtée plusieurs fois à une opposition. On ne réussit à sortir de l'impasse que lorsque les opposants décidèrent que l'utilisation de ce terme relevait de la nécessité linguistique en espagnol, et qu'ils renonçaient donc à leurs objections.

Cependant, à deux ou trois occasions, les finesses diplomatiques perdirent de leur subtilité - principalement, comme on s'y attendait, en ce qui concerne les États-Unis. Le délégué des États-Unis a félicité le Bureau d'avoir formulé l'avant-projet de conclusions de manière à ce qu'il permette de combler la lacune laissée par la non-ratification par son pays de la Convention relative aux droits de l'enfant, mais il a ensuite accusé l'Union européenne d'avoir proposé une phrase qui remettrait sur le tapis ce qui avait été enlevé suite à des mois de négociations. Il a souligné que Washington n'accepterait pas un tel libellé, "**ni maintenant, ni la semaine prochaine, ni en septembre prochain**". Si ces termes étaient appuyés, avertit-il, "**c'est une très longue semaine qui nous attend, et nous en sortirons avec très peu de chose**".

Les États-Unis ont ajouté en outre que la formule "**agir dans l'intérêt supérieur de l'enfant**" était simpliste : les parents doivent parfois arriver à un équilibre entre les intérêts de différents enfants, ou il faut parfois assurer l'équilibre entre l'intérêt de l'enfant et les intérêts de la société, que ce soit dans le cadre du système de justice pénale, dans les cas de santé mentale ou sur les questions ayant trait à la déportation.

Il s'est également opposé à la phrase "**l'éradication de la pauvreté doit commencer par les enfants**", qui comme il l'a rétorqué dédaigneusement, "**ne tient pas lorsqu'on l'examine logiquement**". Elle fait peser un fardeau trop lourd sur les enfants, selon le délégué des États-Unis, et il y a de nombreuses autres manières de s'attaquer à la pauvreté, comme la création d'emplois.

Oui, a répondu le Canada, mais bien que certaines phrases - comme "**éliminer le cycle de la pauvreté en une génération**" - ne soient guère plus que de belles promesses, il valait mieux les ignorer.

Tout ceci annonce clairement des paroles dures et de longues soirées en perspective, en commençant par une session de 19h30 à 22h30 mardi soir.

#### PRIORITÉS ET AUTRES VERSIONS

\* Le Caucus sur les droits de l'enfant est apparemment en général satisfait de la troisième version de l'avant-projet de conclusions, mais il a encore quelques réserves. Il présentera un "**document des priorités**" mardi, et une version révisée de son "**texte alternatif**" d'ici mercredi.

#### TOUT BON

\* Un délégué yougoslave a suggéré que l'avant-projet de conclusions "**accessible aux enfants**" est si bon qu'il devrait être distribué en même temps que la déclaration officielle de la conférence. Le Bureau de la conférence examine actuellement cette possibilité.

#### LES ENFANTS DE LA GUERRE

\* La fréquence de l'utilisation d'enfants soldats s'est accrue en Afrique et en Asie, mais a diminué en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du nord, selon un nouveau rapport intitulé "**A Global Survey of Children as Soldiers**", qui sera lancé dans la salle Dag Hammarskjöld Auditorium, mardi à 14 h. Ce rapport signale également les résultats médiocres de pays industrialisés comme les États-Unis et le Royaume-Uni.

#### TITRES VARIABLES

\* Étonnant que les Nations Unies, avec ses strictes formules appliquées aux délégués officiels, n'ait pas encore décidé de la manière de s'adresser à une femme qui préside une réunion. Rien qu'hier, on a entendu durant la réunion du PrepCom "**Madam Chairperson**", "**Madam Chairman**", "**Madam Chair**", "**Chairperson**" et, formule utilisée par Carol Bellamy (par inadvertance) : "**Madam Chairmadam**".

#### QUESTION DE TEMPS

\* La directrice de l'UNICEF, Carol Bellamy, ne se laisse pas facilement interrompre, mais Tamale Joseph, ougandais, a indiqué en termes on ne peut plus clairs qu'elle était arrivée à la fin de sa limite de cinq minutes lorsqu'elle a prononcé un discours devant un public de jeunes et de décideurs. Joseph a 12 ans. Une autre jeune participante au PrepCom, Nicole Bidegain, a efficacement renversé un cliché en faisant remarquer que la participation des enfants n'était pas un service, mais un droit, et a ajouté : "**Pour nous, les enfants, nous ne sommes pas l'avenir, nous sommes le présent**".

#### MISE À JOUR DU SITE INTERNET

12 juin 2001, Mise à jour n°2 sur le PrepCom

La troisième version révisée de l'avant-projet de conclusions a été ajoutée au site internet de CRIN, avec des liens avec le site de l'UNICEF sur la session extraordinaire, lequel a fait l'objet d'une reconception.

---

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session  
on Children - 13 de Juin 2001

## L'AVORTEMENT DÉCHAÎNE LES PASSIONS

Le Canada a presque plongé le PrepCom dans une crise hier en soulevant directement la question de l'avortement.

"**J'ai provoqué une tempête dans cette salle**", a admis le délégué canadien durant un long débat sur la phrase "**nous promouvons l'égalité entre les sexes et l'accès égal aux services, comme l'éducation, la nutrition, les soins de santé, dont les soins de santé sexuels et génésiques**" du paragraphe 21 de l'avant-projet de conclusions. Son intervention était d'autant plus extraordinaire qu'elle n'était pas du tout nécessaire.

Les échanges ont commencé lorsque le Soudan a proposé l'élimination de cette phrase au nom d'un groupe de pays principalement islamiques. Au nom du groupe de Rio de 18 pays, le Chili a insisté pour qu'elle soit conservée. Le Canada et de nombreux autres pays se sont déclarés d'accord.

Soumis à une pression pour qu'il retire son objection, le Soudan a maintenu que si la phrase était conservée, elle devrait être assortie d'une liste d'autres services et prestations, comme la vaccination, l'accès à l'eau salubre et l'élimination des "maladies fatales".

Cette dispute, de plus en plus hargneuse, a suscité de longs échanges et pris bien trop longtemps. Après une suggestion de compromis, les États-Unis ont demandé ce que l'on entendait exactement par "**services**". À la stupéfaction générale, le Canada a rétorqué que les États-Unis savaient bien que "**parmi les services figurent bien entendu l'avortement**".

"**Je suis choqué**", a déclaré le Saint-Siège. "**Je n'arrive pas à croire ce que je viens d'entendre**". Si cette affirmation était maintenue, le document dans son ensemble devrait être révisé. Le Chili a répliqué qu'il ne pensait pas que l'avortement était englobé par le terme "**services**". Les délégués semblaient d'accord pour dire que la remarque du Canada était une gaffe réparable - si le Canada était prêt à accepter un compromis.

Comme cette controverse avait fait caler les progrès durant la session supplémentaire du soir, on a demandé au Liechtenstein d'agir comme médiateur dans les négociations officieuses. Une minute avant l'heure de clôture, à 22 h, une formule a été adoptée en utilisant des termes empruntés à Beijing+5.

## PROGRÈS PÉNIBLES

Durant ce que l'Ambassadrice Durrant a décrit comme la session "**péniblement lente**" - et parfois hargneuse - d'hier, les positions des principaux groupes ont commencé à se dessiner dans le cadre des négociations sur l'avant-projet de conclusions.

SDC (Groupe 'Some Developing Countries' - quelques pays en voie de développement - nouveau et principalement islamique) :

- \* désapprouve la distinction des "**soins de santé sexuelle et génésique**"
- \* met l'accent sur le droit au développement et la priorité prépondérante de l'éradication de la pauvreté
- \* préfère une approche axée sur le bien-être que sur les droits
- \* soutient les références à la "**spiritualité**"
- \* insiste sur l'équité internationale.

ÉTATS-UNIS :

- \* cherchent à remplacer "**protection**" des droits par "**satisfaction**" et "**réalisation**", et veulent que le document parle de "**promouvoir**" les droits au lieu de les "**assurer**"
- \* soutiennent l'idée de l'accès égal aux services plutôt que celle l'égalité
- \* s'opposent à ce qu'ils perçoivent comme des panacées simplistes sur le développement économique et les programmes sociaux.

L'UNION EUROPÉENNE :

- \* soutient une approche axée sur les droits
- \* préconise un ordre du jour "**libéral**", comme l'élimination de la peine de mort et la reconnaissance des changements au niveau des approches traditionnelles relatives aux questions de "**genre**" et à la famille.

LE GROUPE DE RIO :

- \* insiste sur les mesures à prendre en faveur des fillettes
- \* propose constamment l'ajout de "**y compris les adolescents**" après les références aux enfants.

Les aspects qui ont fait l'objet des plus vives discussions hier concernaient le libellé du texte sur les droits sexuels et génésiques (voir ci-dessous), la question de savoir si "**la pauvreté est le plus important obstacle à la satisfaction des besoins des enfants**" ou seulement un obstacle parmi tant d'autres (aspect résolu en utilisant une formule extraite du rapport du Secrétaire-général), la référence proposée par l'UE à la "**famille dans toutes ses formes diverses**", et le paragraphe 26 sur le développement durable. Pour deux paragraphes contestés (27 et 28, sur les traités et principes relatifs aux droits de l'enfant), des discussions officieuses sont en cours.

#### DÉLÉGUÉS RÉPRIMANDÉS

Des membres du Groupe Some Developing Countries (SDC) ont accusé avec colère d'autres délégués de manquer de politesse à leur égard durant la session du soir d'hier sur l'avant-projet de conclusions. Ils ont également critiqué le président et lui ont demandé de discipliner les participants. L'incident a eu lieu après un long échange sur l'objection du groupe SDC à l'expression "**soins de santé sexuelle et génésique**". Certains délégués ont applaudi une suggestion provenant de l'assistance en faveur de l'abandon de cette objection, et ont ri lorsque le Soudan a proposé un nouveau libellé. "**La réaction de l'assistance n'est pas prometteuse**", a commenté le président, d'un ton qui aurait pu être perçu comme sarcastique. Le Soudan a été contrarié et a demandé poliment que ce genre de remarques soit évité, et l'Iran et l'Algérie ont appuyé ce commentaire en disant que les applaudissements et les rires étaient des comportements peu appropriés. Il a été demandé au président de "**contrôler**" les délégués se comportant irrespectueusement et d'assurer le calme et le respect.

#### SOURDS ET AVEUGLES

\* C'est peut-être la première protestation liée aux écouteurs de l'histoire de l'ONU qui a été menée hier par les participants d'ONG au PrepCom. Ils ont dû attendre 20 minutes avant de pouvoir pénétrer dans la galerie publique, qui avait été fermée à clé, puis se sont rendu compte que les mini-micros ne fonctionnaient pas. Après avoir attendu quelques minutes que le son soit branché, ils ont fini par perdre patience et commencé à agiter les micros en l'air. Depuis sa place sur la tribune, Carol Bellamy a remarqué la protestation et averti les techniciens.

#### LUTTE POUR LES DROITS

\* Toute tentative par les délégués de miner l'approche axée sur les droits dans l'avant-projet de conclusions minera également l'autorité de la Convention relative aux droits de l'enfant, averti le Caucus sur les droits de l'enfant, mardi, réagissant à la troisième version préliminaire d' "**Un monde digne des enfants**". Le Caucus distribuera aujourd'hui aux délégués la version finale de son propre avant-projet de conclusions.

#### MISE À JOUR DU SITE INTERNET

Mises à jour sur le PrepCom 1 & 2 traduites en espagnol, avant-projet de conclusions alternatif du Caucus sur les droits de l'enfant, Bulletin n°14 de CRIN sur la Session extraordinaire consacrée aux enfants sur [www.crin.org/docs/resources/publications/CRINvol14SpecialSessione.pdf](http://www.crin.org/docs/resources/publications/CRINvol14SpecialSessione.pdf)

---

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session  
on Children - 14 de Juin 2001

## UN PROBLÈME AVEC LES FILLES

\* Les filles ont posé un problème pour le PrepCom hier.

Au début, le paragraphe 31 semblait inoffensif. Il disait, entre autres : ... les complications liées à la grossesse et à l'accouchement tuent plus d'un demi-million de femmes et de filles adolescentes par an."

"**Nous ne pouvons pas accepter de référence spécifique aux filles**", a déclaré l'Iran, provoquant un murmure dans la salle.

"**Cela n'engage à rien**", a expliqué le Bahreïn et d'autres. "**C'est juste un fait. Nous n'avons pas besoin de le contester.**"

Mais ils ont bel et bien contesté...

l'Iran s'est braqué. La Lybie a suggéré que le texte soit changé et que l'on utilise "**mères**" afin d'éviter le mot tant redouté "**filles**". Le Chili a suggéré "**les femmes, y compris les adolescentes**".

La présidente, l'ambassadrice Durant, s'est référée au Sommet mondial pour les enfants, pour proposer l'expression alternative "**jeunes femmes**"

Le Saint-Siège a suggéré "**les femmes et les adolescentes**", et Singapour a proposé à son tour "**femmes enceintes**" - ce qui a suscité l'exclamation audible de la présidente : "Oh non ! Les femmes enceintes !"

Finalement, l'Iran a accepté la formule du Saint-Siège, et les négociations sur l'avant-projet de conclusions ont continué à une lenteur pénible. Si pénible que le Liechtenstein a fait remarquer : "**Nous étions prêts pour une session du soir difficile, mais elle l'a été bien plus que prévu.**"

### LANGAGE PUISSANT

\* Le texte alternatif de la communauté des ONG de la troisième version de l'avant-projet de conclusions est une référence utile pour les délégués gouvernementaux qui aimeraient voir renforcée la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le texte réaffirme que, 10 ans après le Sommet mondial pour les enfants et l'adoption de la Convention, le moyen le plus efficace pour les gouvernements de renouveler leur engagement en faveur des enfants est d'approuver la Convention en termes plus forts.

Le texte des ONG préconise la fusion du programme de suivi du Plan d'action de la Session extraordinaire et de celui de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il demande instamment le renforcement du langage du texte officiel, en particulier pour ce qui est des paragraphes 4, 27, 28, 55, 57a et 58.

### LE MOT LE PLUS REDOUTÉ DU PREPCOM

\* Le mot le plus redouté des délibérations du PrepCom est "**mais**" - exemple "**Ma délégation est d'accord avec le paragraphe et approuve l'appel de la présidente à éviter l'ajout de texte à ce stade, mais...**"

### CLAIR ET SIMPLE

\* L'Inde a été applaudie par la galerie publique hier lorsque, après un autre long débat sur des mots, les délégations proposant chacune ses causes favorites, la déléguée indienne a fait remarquer que les tentatives constantes de certains groupes de pays d'introduire des références à certains points donnerait lieu à la "**répétition, l'irritation et l'obscurcissement**" dans le document. "**Rendons-le simple et clair**", a-t-elle demandé.

Sa requête a fait écho à la demande de Carol Bellamy, quelques jours avant, en vue d'un '**plan inspirant et motivant**'. Malheureusement, sur la base de ces critères, le document est un échec.

### PUBLICITÉ MAL PLACÉE

\* Carol Bellamy, la directrice de l'UNICEF, a été aperçue prenant la bizarre initiative d'enlever une affiche de sa propre organisation hier. Cette affiche, pour le Mouvement mondial en faveur de l'enfant, se trouvait sur le mur de la salle de conférence 4. "**J'aime bien cette affiche**", a-t-elle dit en l'enlevant du mur, "mais je ne pense pas qu'elle soit ici à sa place".

### LE POUVOIR AU PEUPLE

\* Le nombre d'ONG à présent inscrites à ce PrepCom est de 815.

### MISE À JOUR DU SITE INTERNET DE CRIN

\* Campagne pour les orphelins du sida : pétition mondiale pour les enfants devenus orphelins à cause du sida (Association François-Xavier Bagnoud).

\* Les versions accessibles pour les enfants de l'avant-projet de conclusions (en anglais, français et espagnol) sont à présent disponibles.

15 juin 2001, Mise à jour n°5 sur le PrepCom

\* Détail du programme de PLAN International pour la Session extraordinaire.

---

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session on Children -  
15 de Juin 2001

## INTÉRESSANTE NOUVELLE TECHNIQUE DE NÉGOCIATION

\* Hier, les délégués ont formulé une nouvelle manière de procéder pour les négociations : passer environ 20 minutes à suggérer des amendements, puis 40 minutes à soutenir, contester et discuter les amendements proposés. Ceci est ensuite suivi d'un appel de la présidente à revenir au texte de départ. Ceux qui ont proposé les amendements les abandonnent alors, et les délégués finissent par adopter le texte original.

Ceci est arrivé plusieurs fois, contribuant à la lenteur de tortue des délibérations. La soirée venue, le principal sujet de conservation dans les couloirs était la question de ce qui allait arriver si l'avant-projet de conclusions n'était pas terminé. La prévision la plus répandue était une série de négociations intergouvernementales à New York.

## COEURS ET ESPRIT - ET ESTOMACS - SÉDUITS

\* C'est par l'estomac que l'on peut gagner le cœur des délégués. C'est en tout cas la motivation apparente de la fourniture de sandwiches et de boissons aux délégués durant leur pause de 22h hier soir, avant la reprise de leur session de minuit. Cette collation était fournie par des militants anti-avortement, dont certains distribuaient des vidéos intitulées "**Time to wait for sex**" (attendre avant d'avoir des rapports sexuels) en même temps que la nourriture.

La plupart des personnes qui servaient étaient des jeunes femmes blanches. L'un des quelques jeunes gens se tenait sur les escaliers avec un livre à la main intitulé "**A Chaste Life**" (une vie chaste).

## SI VOUS FAITES CECI, NOUS FERONS CELA...

\* Hier après-midi, un échange de plus en plus indiscipliné d'opinions a atteint un niveau sans précédent d'irritabilité lorsque les États-Unis ont signalé que les délégués étaient en train de rendre le texte maladroit en ajoutant leurs causes et catégories préférées au texte. S'ils continuaient à proposer leurs liste de souhaits personnels à chaque paragraphe, a dit la déléguée, les États-Unis s'opposeraient à l'inclusion de références au droit au développement - un point sensible pour le groupe de 23 nations du groupe Some Developing Countries (Certains pays en voie de développement), qui soutient le droit au développement comme l'une de ses principales préoccupations. (Ce groupe est principalement composé de pays islamiques, plus quelques autres, dont Cuba et la Chine). Il a été formé pour combler la lacune laissée par le Groupe des 77 qui n'est pas parvenu à adopter une

position pour les négociations de la Session extraordinaire, et il porte le sceau intellectuel de la Malaisie).

La directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, est intervenue plusieurs fois hier, avec un désespoir croissant, pour soulever un point similaire "**Si nous y mettons tout, les gens ne feront rien**".

#### À LA RECHERCHE DE LA PERFECTION

\* "**Le texte est parfait, mais j'aimerais le renforcer**" - Maroc

#### SEXE DANS LA VILLE

\* Le sexe continue d'obséder les délégués présents au PrepCom. Toute référence au "**comportement sexuel**" provoque une éruption d'amendements. L'Iran, par exemple, voulait que l'on remplace les références au "**comportement sexuel**" par "**comportement responsable**", tandis que les États-Unis soutenaient l'introduction d'une référence au "**comportement responsable, comme l'abstinence**".

Un groupe informel travaille sur les textes qui comportent ce type de langage.

#### LES ÉTATS-UNIS TENTENT DE DÉMONTRER LEUR LEADERSHIP

\* Les États-Unis cherchent des manières de faire preuve de leadership sur les questions relatives aux enfants, a déclaré hier la délégation dans sa session quotidienne d'information des ONG (qui a lieu dans une chapelle). Comme exemples de la politique générale des États-Unis dans ce domaine, Michael Denis, du ministère des Affaires étrangères, a cité le soutien apporté par Washington aux conventions sur les pires formes du travail infantile et au protocole facultatif sur les conflits armés, qui, comme il l'a souligné, parlent tous deux de protection, et non de droits. "**Durant les négociations, nous avons tenté de mettre l'accent sur la protection**", a-t-il déclaré. Il a également dit que pour participer aux deux conventions, il n'était pas nécessaire d'avoir approuvé la Convention relative aux droits de l'enfant.

#### UNE LEÇON APPRISE

\* Hier, l'UNICEF a dû grincer des dents, si l'on peut dire, lorsque les délégués ont insisté sur le fait qu'il était incorrect de dire qu'un pays pouvait rétablir l'éducation durant une crise. De nombreux fonctionnaires de l'UNICEF considèrent que le maintien ou le rétablissement d'une forme d'éducation dans une crise est l'une des manières efficaces de conférer aux enfants une impression de normalité.

#### DES NOMS À TOUTES LES SAUCES

\* L'ambassadrice Durrant utilise deux prononciations de Bénin, la prononciation française et l'anglaise, ce qui soulève encore une fois la question de savoir pourquoi la Côte d'Ivoire porte son nom français en anglais. Côte d'Ivoire n'est pas plus le nom du pays en anglais que United Kingdom en français. C'est comme si Washington insistait pour que les francophones disent 'United States of America' au lieu d'États-Unis'.

#### MISE À JOUR DU SITE INTERNET DE CRIN

\* **'Listen to Us'** (Écoutez-nous) - le résultat d'une consultation internationale d'enfants et de jeunes pour recueillir leurs opinions sur l'avant-projet de conclusions, par l'International Save the Children Alliance. Disponible en anglais, français et espagnol.

\* Mise à jour sur le PrepCom en espagnol - lisez ces e-mails sur [www.crin.org/email/index.asp](http://www.crin.org/email/index.asp). Les versions françaises seront prochainement disponibles.

\* Bureau thématique de CRIN sur la Session extraordinaire consacrée aux enfants - englobe toutes les informations du Caucus sur les droits de l'enfant, ainsi que des documents clés émanant des consultations régionales.

---

# PrepCom Update

NGOs working together towards the UN General Assembly Special Session on Children -  
16 de Juin 2001

## TRAVAIL INACHEVÉ

\* À la fin des réunions officielles du PrepCom, les questions les plus litigieuses n'avaient pas encore été résolues. Les négociations informelles reprendront au cours des quelques semaines à venir, ce qui compliquera encore le travail des ONG en ce qui concerne le suivi des discussions et l'exercice de pression. Les négociations doivent être conclues bien avant la Session extraordinaire, parce que les chefs des gouvernements n'y assisteront pas s'ils ne savent pas à quoi ils s'engagent à adhérer.

Parmi les questions clés à régler figurent :

- \* les ressources - les pays en voie de développement demandent instamment un solide engagement à apporter plus d'argent
- \* le statut de la Convention relative aux droits de l'enfant comme cadre pour l'action, et le langage utilisé en rapport avec la Convention en général
- \* le langage utilisé en rapport avec les droits (les États-Unis ont parlé des droits des enfants et non des droits de l'enfant)
- \* la santé génésique
- \* les références au conflit entre Israël et la Palestine, et à l'Irak.

Ces sujets seront abordés comme un ensemble, et non séparément, du fait de la nécessité de procéder à des échanges et des compromis. Dans tous les cas, comme l'a fait remarquer l'ambassadrice Durrant, qui a présidé la plupart des discussions portant sur l'avant-projet de conclusions, rien ne sera terminé avant que tout soit terminé.

Une porte-parole du Caucus sur les droits de l'enfant, qui a été le "**caucus lien**" tout le long des PrepComs, a déclaré vendredi qu'il était encore impossible de dire si oui ou non le résultat des négociations serait un "**document sur les droits de l'enfant**".

Elle a toutefois fait remarquer que le texte sur lequel se basent désormais les négociations (la troisième version révisée) est meilleur que les versions précédentes, "**de sorte que notre position dans le processus de négociation est la meilleure que nous ayons eue jusqu'ici**".

## MOUVEMENT MONDIAL EN FAVEUR DES ENFANTS

\* Le Mouvement mondial en faveur des enfants a commencé à gagner l'intérêt des personnes du monde entier, tandis que les ONG, les groupes de jeunes et les agences intergouvernementales se rassemblent autour du slogan "**Dites oui pour les enfants**".

Les délégués se sont réunis pour présenter l'éventail de manifestations en cours aux quatre coins du monde.

#### **ARTICLE 12 = PARTICIPATION**

\* "**Le fait que les enfants participent signifie que les décideurs sont obligés à faire face à l'un des droits des enfants, à savoir le droit de participer**" - Sabrina Bandali, membre de 17 ans de l'unité de coordination du Caucus sur les droits de l'enfant.

---

Mise à jour sur le PrepCom sera publiée durant la troisième réunion du PrepCom par le Child Rights Information Network (CRIN), et le but en est de pallier le manque de participation et d'information pour les organisations qui ne sont pas en mesure d'assister aux réunions. Elle sera distribuée à plus de 1.750 adresses e-mail, et 1.000 exemplaires imprimés seront disponibles aux délégués se trouvant à New York.

Pour vous abonner à ce service e-mail, envoyez un message à [crin\\_specialsession-subscribe@domeus.co.uk](mailto:crin_specialsession-subscribe@domeus.co.uk)  
Archives disponibles sur [www.crin.org/email/index.asp](http://www.crin.org/email/index.asp)